

GRAND-DUCHE DE LUXEMBOURG

Discours prononcé par Charles GOERENS, Ministre de
l'Environnement, à l'occasion de la sixième session de la
Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies
sur les changements climatiques

La Haye, le 21 novembre 2000

Seul l'oral fait foi !

Monsieur le Président,
Mesdames et Messieurs les Ministres,
Mesdames et Messieurs,

(Permettez-moi d'abord de féliciter notre collègue Jan Pronk pour son élection au poste de président de la COP-6 ainsi que le gouvernement néerlandais et le Secrétariat de la Convention pour l'excellente préparation et l'organisation de cette conférence qui constitue une étape décisive dans notre lutte contre les changements climatiques.)

L'évidence scientifique sur le changement du climat est là et le message du Dr. Watson, président de l'IPCC, est très clair : Le changement climatique ne pourra plus être évité, la température de la planète risque même d'augmenter plus rapidement et plus que nous ne le pensions. Le succès de la COP-6 se mesurera donc à la façon dont nous préparons la ratification du protocole de Kyoto. Nous devons agir vite et faire en sorte que le protocole puisse entrer en vigueur au plus tard pour 2002. S'il est vrai que nous avons progressé depuis Kyoto, trop de détails restent toutefois encore en suspens. Il faut surmonter nos divergences de vues et obtenir un accord qui assure l'intégrité et l'efficacité environnementales du protocole.

Il appartient en premier lieu aux pays développés, historiquement responsables de la majeure partie des émissions de gaz à effet de serre, d'assumer leur responsabilité. Nous devons adopter prioritairement des politiques et mesures au niveau national. De réelles réductions d'émissions doivent avoir lieu chez nous.

Le Luxembourg a pris ses responsabilités, en s'engageant, dans le cadre de l'objectif de l'Union Européenne, à réduire ses émissions de 28 %. C'est un objectif très ambitieux, sachant qu'une seule source émettrice de dioxyde de carbone peut influencer considérablement sur le résultat global.

Monsieur le Président,

Pour rendre le protocole « ratifiable », il faut que certaines conditions soient remplies. D'une part, le recours aux mécanismes de Kyoto doit être limité pour éviter tout abus. Ils ne peuvent être que complémentaires aux actions domestiques, qui sont absolument prioritaires, et donc ne pas constituer des échappatoires. Un encadrement adéquat et rigoureux doit être mis en place qui garantisse l'intégrité environnementale du protocole.

Des règles claires doivent être établies pour l'éligibilité des projets au mécanisme de développement propre. Ce dernier devra contribuer au développement économique et social des pays en développement. Dans ce contexte, j'aimerais souligner que le Luxembourg s'oppose à l'inclusion du nucléaire et des puits dans le CDM.

Concernant les puits, nous estimons que nous devons rester prudent à leur égard et fixer des limites ainsi que des critères scientifiques. En tout cas, il ne doit pas être possible d'inclure de nouvelles activités pendant la première période d'engagement.

Il nous faut également mettre en place un système d'observance (compliance regime) indépendant incluant des conséquences contraignantes en cas de non-conformité. Ces conséquences doivent être telles qu'elles incitent les Parties à tout mettre en œuvre pour rester en conformité par rapport à leurs engagements. En aucun cas pouvons - nous accepter le « borrowing ».

Enfin, Monsieur le Président, nous ne sommes pas venus ici pour demander de nouveaux engagements aux pays en développement. Un accord équitable doit plutôt prendre en compte leurs besoins, en promouvant le développement des capacités, les transferts de technologies et l'assistance à l'adaptation. Une attention toute particulière devra être accordée aux pays les plus démunis et aux petits Etats insulaires. Le GEF devra jouer un rôle important dans ce domaine. Dans ce contexte, je voudrais également souligner que l'aide publique au développement du Luxembourg atteindra cette année 0,7 % de notre PNB. Le Gouvernement a l'intention de l'augmenter à 1 % du PNB, encore pendant cette période législative. Notre aide bilatérale est entièrement accordée sous forme de dons et bénéficie aux pays les moins avancés.

Monsieur le Président,

Nous devons faire en sorte que la COP-6 soit couronnée de succès. Il y va de notre crédibilité politique. Ne ratons pas cette occasion, sinon le processus risque de s'essouffler. Les générations futures ne nous le pardonneraient jamais.

Je vous remercie.